ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

Timor Oriental

Question écrite n° 19369

Texte de la question

M. Jean Gaubert souhaite attirer l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la situation de la République démocratique du Timor Est. La situation économique y demeure très difficile, ce jeune pays n'a pas encore surmonté les terribles violences qui avaient marqué en 1999 le vote pour l'indépendance de l'ancienne colonie portugaise, envahie en 1975 par l'armée indonésienne. Il reste d'énormes difficultés à résoudre, mais le Timor Est reste un exemple de la détermination des êtres humains à trouver la liberté. Grâce à cette volonté, au soutien et à la coopération de la communauté internationale, il est possible de surmonter les situations les plus désespérées. Il lui demande donc de bien vouloir informer la représentation nationale des actions conduites dans ce sens par la France et l'Union européenne.

Texte de la réponse

Indépendant depuis le 20 mai 2002 après deux années de tutelle des Nations unies et 24 années d'occupation indonésienne (1975-1999), le Timor-Oriental est confronté à de nombreux défis politiques, économiques et sociaux. Le soutien des Nations unies se poursuit après l'indépendance. La résolution 1410 du Conseil de Sécurité, adoptée le 17 mai 2002, a créé la MANUTO (Mission d'appui des Nations unies au Timor-Oriental), dirigée par M. Kamalesh Sharma, de nationalité indienne. Celle-ci est chargée de renforcer l'administration timoraise et de contribuer au maintien de l'ordre et de la sécurité extérieure. Plus généralement, la MANUTO est une mission d'accompagnement du nouvel Etat jusqu'en mai 2004 et n'a pas vocation à se substituer au gouvernement timorais. Du 30 août 1999 (référendum pour l'indépendance) au 20 mai 2002, l'Union européenne a fourni une aide importante au Timor-Oriental, estimée à près de 140 millions d'euros : 56 millions pour le fonds fiduciaire pour le Timor-Oriental, administré par la Banque mondiale, pour des projets santé et infrastructures ; 10 millions pour le financement de l'ATNUTO (Administration transitoire des Nations Unies au Timor-Oriental) ; 42 millions par ECHO (European Commission Humanitarian Aid Office) pour des actions en faveur de la santé et de l'alimentation ; 8,5 millions d'aide alimentaire ; 1,5 millions pour l'organisation des élections ; 6 millions pour les réfugiés ; 10 millions en 2002 pour le fonds santé de l'Union européenne ; 2,5 millions pour aider à la transition du Timor-Oriental. En 2002, les financements de l'Union européenne se sont élevés à 28 millions d'euros, et sont appelés à décroître pour les prochaines années. En effet, le document de stratégie 2002 à 2006 de la Commission européenne prévoit la suppression de la ligne budgétaire spéciale « reconstruction » et la diminution progressive de l'aide au Timor-Oriental. En 2003 l'aide prévue était de 10 millions d'euros, mais le Parlement européen a décidé le maintien d'un financement à hauteur de 25 millions d'euros. Les deux priorités du document de stratégie de la Commission sont les services de santé et le développement rural. L'engagement de la France au titre des contributions obligatoires au budget de l'ATNUTO s'est élevé depuis 1999 à plus de 7 millions de dollars. La France a également apporté une aide de 286 000 euros au Haut Commissariat pour les Réfugiés, de 168 000 euros à l'UNICEF (Timor-Ouest) et de 168 000 euros à la Croix-Rouge. Elle a participé à la force multinationale (INTERFET) créée en septembre 1999 par l'envoi de l'opération Santal (près de 600 hommes). En aide cumulée, la France est, avec près de 80 millions de dollars sur deux ans et demi, le quatrième contributeur. En outre, la France a cofinancé à hauteur de 106 700 euros en 2001 des micro-projets

de développement menés par une ONG. Il a été décidé la création d'un poste d'assistant technique chargé de l'enseignement du français et, au-delà, l'installation d'une présence culturelle française au Timor-Oriental. Une enveloppe de 45 734 euros est inscrite à cet effet sur le budget de l'ambassade de France à Jakarta. Le Président du Timor-Oriental, Xanana Gusmao, s'est rendu en France du 8 au 11 juin 2003 pour recevoir à l'UNESCO le prix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix et s'est entretenu à cette occasion avec le Président de la République.

Données clés

Auteur : M. Jean Gaubert
Circonscription : Côtes-d'Armor (2e circonscription) - Socialiste
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 19369
Rubrique : Politique extérieure
Ministère interrogé : affaires étrangères
Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 2 juin 2003, page 4160
Réponse publiée le : 21 juillet 2003, page 5795